



**UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE**

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

## *Revue de presse*

No 509 en date du 07.11.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle  
<https://www.francophonie.org/sites/default/files/2019-09/Statut%20et%20adhesion.pdf>

et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale  
Seules les informations concernant ces sections, faisant l'objet d'une publication dans la presse, sont reprises dans la revue

### **SOMMAIRE**

- 1 – LAUREATS BOURSE – « La Bourse Ghislaine Dupont-Claude Verlon 2019 décernée »**
- 2 – ASSASSINAT JOURNALISTES – « Christophe Deloire : il faut condamner "ceux qui perpètrent des crimes contre les journalistes" »**
- 3 – NUMERIQUE – « Avec le numérique, le journaliste n'est plus protégé »**
- 4 – ONU – « Les Nations Unies dénoncent les attaques contre les journalistes »**
- 5 – UNESCO – « L'Unesco recense sur une carte les 1349 journalistes tués dans le monde depuis 1993 »**
- 6 – DISPARITION AU SENEGAL – « Décès du journaliste Papo Mané »**
- 7 – JOURNALISTES EN GUINEE – « Des journalistes agressés par des militants du RPG, à Conakry »**
- 8 – RADIO EN ALGERIE – « RSF dénonce la suspension d'une émission de Radio »**
- 9 – MEDIAS EN ALGERIE – « Des médias algériens à la traîne et coupés des revendications du peuple »**

**1 – BOURSE DECERNEE – « La Bourse Ghislaine Dupont-Claude Verlon 2019 décernée »**

**<http://www.rfi.fr/afrique/20191102-bourse-ghislaine-dupont-claude-verlon-congolais-iragi-maroy-mugisho>**

Samedi 2 novembre 2019



**De gauche à droite: Marie-Christine Saragosse, présidente de France Médias Monde, les lauréats Myriam Iragi Maroy et Vital Mugisho, et Cécile Mégie, directrice de RFI, lors de la remise de la Bourse Ghislaine Dupont et Claude Verlon, le 2 novembre 2019.© RFI**

**Six ans jour pour jour après l’assassinat de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, à Kidal dans le nord du Mali, RFI a attribué ce samedi 2 novembre à Kinshasa, en RDC, la sixième Bourse portant leurs noms à Myriam Iragi Maroy, jeune journaliste, et Vital Mugisho, jeune technicien radio.**

Les deux lauréats de la Bourse Ghislaine Dupont et Claude Verlon ont été désignés à l’issue de deux semaines de formation dispensée par l’Académie France Médias Monde à Kinshasa, en partenariat avec la Radio-télévision nationale congolaise (RTNC). Vingt candidats – dix journalistes et dix techniciens –, sélectionnés parmi 200 dossiers, en ont bénéficié. Un diplôme sera remis à chacun d’eux.

Pour les journalistes, la Bourse a été décernée à Myriam Iragi Maroy. Agée de 30 ans, elle est actuellement journaliste à Radio Top Congo à Kinshasa où elle présente notamment des éditions d’information et réalise des journaux. Le jury l’a distinguée pour la limpidité du récit et la qualité des témoignages recueillis dans son reportage *Les filles-mères*.

Les deux lauréats sont invités à Paris pour suivre une formation intensive en février 2020, à la fois en immersion à RFI, et au sein des établissements partenaires de la Bourse : l’Ecole de journalisme de Sciences Po pour Myriam Iragi Maroy, et le centre de formation de l’Institut national de l’audiovisuel (INA) pour Vital Mugisho.

*Créée en 2014 en hommage à ses deux reporters assassinés le 2 novembre 2013 à Kidal, dans le nord du Mali, la Bourse Ghislaine Dupont et Claude Verlon récompense chaque année, dans un pays d’Afrique, un(e) jeune journaliste radio et un(e) jeune technicien(ne) de reportage.*

## **2 – ASSASSINAT JOURNALISTES – « Christophe Deloire : il faut condamner "ceux qui perpètrent des crimes contre les journalistes" »**

**<https://www.europe1.fr/international/christophe-deloire-il-faut-condamner-ceux-qui-perpetrent-des-crimes-contre-les-journalistes-3928912>**

Samedi 2 novembre 2019

Par Céline Brégand

**A l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes ce samedi, Christophe Deloire, secrétaire général de RSF, appelle sur Europe 1 les dirigeants et l'ONU à faire en sorte que "les systèmes judiciaires condamnent ceux qui perpètrent des crimes contre les journalistes".**

### **INTERVIEW**

En décembre 2013, l'ONU a proclamé le 2 novembre Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes. Chaque année, "entre 70 et 100 journalistes sont tués dans le monde dans l'exercice de leurs fonctions, tout simplement parce qu'ils enquêtent, qu'ils effectuent des reportages" rappelle Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières, sur Europe 1 ce samedi. Des journalistes tués et une impunité toujours d'actualité.

En quoi cette journée peut-elle faire évoluer la situation ? "L'enjeu est de mobiliser les dirigeants, et tous ceux qui ont un pouvoir et qui peuvent faire changer les choses, [...] pour qu'ils fassent en sorte que les systèmes judiciaires condamnent ceux qui perpètrent des crimes contre les journalistes", souligne Christophe Deloire.

### **"Un taux d'impunité" alarmant**

Lorsque des journalistes sont tués, neuf fois sur dix, aucune investigation n'est menée, aucun coupable n'est trouvé et aucune condamnation n'est prononcée. "C'est un encouragement à ceux qui assassinent les journalistes que d'avoir un tel taux d'impunité", s'alarme le journaliste.

"Au Brésil, il y a un parquet spécial pour les assassinats de journalistes et des défenseurs des droits de l'Homme. Mais lorsque j'ai rencontré son responsable il y a trois ans, il était incapable de donner les noms des dossiers dans lesquels il y avait eu une élucidation. Le taux d'échec de cette bureaucratie était supérieur à 99%", constate Christophe Deloire.

### **"Les journalistes sont sciemment visés"**

Contrairement à ce que peut penser le public, "la plupart des journalistes tués dans le monde sont des journalistes qui sont sciemment visés, parfois sur les terrains de guerre mais de plus en plus souvent, et en majorité d'ailleurs, dans des pays en paix", fait remarquer le secrétaire général de RSF.

Christophe Deloire rappelle : "ce sont des journalistes locaux qui font simplement leur boulot, enquêtent au Mexique sur les narco-trafiquants, en Russie font des enquêtes sensibles et se retrouvent assassinés la plupart du temps par des gangs, des pouvoirs locaux et puis parfois c'est un crime d'État comme pour Jamal Khashoggi, le journaliste saoudien assassiné au consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul".

### **3 – NUMÉRIQUE – « Avec le numérique, le journaliste n'est plus protégé »** <https://www.contrepoints.org/2019/11/02/317938-avec-le-numerique-le-journaliste-nest-plus-protége>

Samedi 2 novembre 2019

Par Rick Falkvinge

**Avec le numérique, le journaliste n'est plus protégé. Aujourd'hui, l'usage des sources électroniques dont peuvent disposer les journalistes d'investigation est pénalisé.**

L'usage par les journalistes de documents physiques obtenus grâce à des fuites était – et est encore – protégé par les lois. Mais les documents électroniques qui ont fuité exposent aujourd'hui les journalistes à des poursuites...

Comme on peut le voir clairement dans les épisodes précédents que nous vous avons déjà livrés, c'est la perte de certaines libertés dont nous disposions encore assez récemment, avant que le passage au tout-numérique ne nous en prive.

Dans le monde analogique de nos parents, les fuites vers la presse étaient fortement protégées des deux côtés – à la fois pour l'informateur et pour le journaliste qui recevait les informations. Dans le monde numérique de nos enfants, on s'en est débarrassé sans coup férir en discutant d'autre chose sans aucun rapport. Pourquoi nos enfants du numérique ne bénéficient-ils pas des mêmes mesures de protection ?

#### **LE JOURNALISTE A PERDU LE DROIT DE PROTEGER LES DONNEES**

Un autre domaine dans lequel les droits à la vie privée n'ont pas été conservés lors du passage de l'analogique au numérique est le journalisme, une gamme d'activités variées que nous considérons comme un important contre-pouvoir dans notre société.

Lorsque quelqu'un donnait des documents physiques à un journaliste d'investigation, c'était une action analogique protégée par les lois fédérales et d'États, parfois même par la Constitution. Lorsque quelqu'un donne un accès numérique à cette même information au même type de journaliste, selon la façon dont nous travaillons aujourd'hui et dont nos enfants travailleront à l'avenir, cet acte est au contraire susceptible d'être poursuivi en justice tant pour celui qui donne que pour celui qui reçoit.

Pour illustrer mon propos, voici un exemple tiré de la réalité.

Au cours des élections de 2006 en Suède, la réprobation a été générale contre l'hygiène numérique désastreuse du parti au pouvoir à l'époque (oui, le même gouvernement qui a plus tard géré la pire fuite gouvernementale qui ait jamais eu lieu). Un nom d'utilisateur et un mot de passe qui circulaient donnaient un accès complet aux serveurs de fichiers les plus confidentiels de l'administration du Parti social-démocrate, depuis n'importe où. Ce nom d'utilisateur appartenait à Stig-Olof Friberg, qui utilisait son surnom *sigge* comme nom d'utilisateur, et le même *sigge* comme mot de passe pour accéder à des fichiers très confidentiels via le réseau sans fil ouvert, non-chiffré, des bureaux du Parti social-démocrate.

Appeler cela « mauvaise sécurité opérationnelle » est un doux euphémisme. Notez bien qu'il s'agissait, et qu'il s'agit encore, d'institutions et de personnes auxquelles nous faisons confiance pour établir une politique de bonne protection des données sensibles des citoyens.

Cependant, en arrière-plan, il y avait aussi le détail plus important : certains journalistes politiques avaient connaissance de ces identifiants, comme le journaliste politique le plus (tristement) célèbre de Suède, Niklas Svensson, qui avait utilisé ces identifiants comme outil journalistique pour avoir un aperçu du fonctionnement du parti au pouvoir.

C'est là que cela devient intéressant, parce que dans le monde analogique, ce journaliste aurait reçu des fuites sous la forme de copies de documents, remises physiquement, et les fuites à la presse de cette manière analogique étaient et sont toujours une activité extrêmement protégée par la loi et par certaines Constitutions. En Suède, dans ce cas précis, vous pouvez même aller en prison pour avoir discuté à la machine à café du bureau de la source des fuites à la presse. C'est pris très au sérieux.

Cependant, dans ce cas, ce ne sont pas des documents qui ont été fournis au journaliste, mais une clef pour accéder aux documents numériques – les identifiants absolument pas sécurisés *sigge/sigge* – et il a été condamné par un tribunal pénal pour intrusion électronique, bien qu'effectuant un travail journalistique dont l'équivalent analogique est clairement protégé.

### **COMBIEN D'ÉVÉNEMENTS RESTERAIENT CACHÉS ?**

Il est intéressant d'observer de façon rétrospective combien d'événements d'importance critique n'auraient jamais été dévoilés si la poursuite judiciaire du journalisme numérique avait été appliquée au journalisme analogique.

Par exemple, prenons le cas de la fuite COINTELPRO, quand des militants ont copié des documents depuis un bureau du FBI pour révéler une opération illégale dissimulée de la part des forces de l'ordre, destinée à discréditer des organisations politiques, basée uniquement sur leur opinion politique (ce n'est pas ce que les forces de l'ordre sont censées faire, d'une manière générale). Cette fuite a eu lieu quand des militants épinglèrent une note sur la porte du bureau du FBI le 8 mars 1971 indiquant « *Merci de ne pas verrouiller cette porte ce soir* », revinrent au milieu de la nuit quand les locaux étaient déserts, trouvèrent la porte déverrouillée comme demandé, et prirent (volèrent) environ 1000 documents classifiés révélant les pratiques illégales.

Ces documents ont ensuite été envoyés par la poste à plusieurs organismes de presse. Ce vol a eu pour résultat la divulgation de certains des documents les plus accusateurs pour le FBI, parmi lesquels plusieurs détaillaient l'usage que l'agence faisait d'employés de poste, d'opérateurs téléphoniques, etc., pour espionner des lycéens noirs et différents groupes de militants noirs non-violents, selon Wikipédia. Et voici le truc dans ce contexte : bien que les personnes ayant volé les documents pouvaient et auraient été inculpées pour ce fait, il était impensable d'inculper de quoi que ce soit les journalistes les recevant.

Ce n'est plus le cas.

Tel que fonctionne aujourd'hui le monde, nos enfants de l'ère du numérique ont perdu le droit de faire fuiter des informations à des journalistes ; cette activité était pourtant considérée comme acquise et même d'une importance cruciale pour l'équilibre des pouvoirs dans le monde analogique de nos parents. Nos enfants du numérique qui travaillent comme journalistes ne peuvent plus recevoir impunément des fuites montrant un abus de pouvoir. Il est tout à fait raisonnable qu'ils aient au moins le même ensemble de libertés dans leur monde numérique que nos parents ont eu dans leur monde analogique.

**4 – ONU – « Les Nations Unies dénoncent les attaques contre les journalistes »**  
**<http://www.afriquinfos.com/article/les-nations-unies-denoncent-les-attaques-contre-les-journalistes02112019/>**

Samedi 2 novembre 2019

**Les Nations Unies dénoncent les attaques contre les journalistes**

***Les Nations Unies ont appelé le monde à agir pour défendre les journalistes, la vérité et la justice à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes.***

« Les statistiques donnent à réfléchir : au cours des dix dernières années, dans le monde, au moins 881 journalistes ont été assassinés pour avoir simplement dit la vérité », a rappelé Audrey Azoulay, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). « Jusqu'ici, 44 ont déjà perdu la vie en 2019 », a-t-elle ajouté, précisant que dans près de 9 cas sur 10, ces crimes sont restés impunis.

« Sans la liberté d'expression et l'existence de médias libres, il serait impossible de faire progresser l'entente, la démocratie et la réalisation des objectifs de développement durable », a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, dans un message publié pour la Journée.

Ces dernières années, cependant, les journalistes et les professionnel(le)s des médias ont vu les atteintes à leur sécurité physique s'aggraver et se multiplier. Le travail des journalistes, pourtant crucial, est entravé par des problèmes de plus en plus nombreux : menaces de poursuites, arrestations, détention, déni d'accès, absence d'enquête et de poursuites en cas d'infraction les visant, etc.

« Lorsque des journalistes sont pris pour cible, c'est la société tout entière qui en paie le prix », a dit M. Guterres. « Si nous ne parvenons pas à les protéger, il nous sera extrêmement difficile de rester informés et de contribuer à la prise de décisions. Si les journalistes ne peuvent pas faire leur travail en toute sécurité, le monde de demain sera marqué par la confusion et la désinformation », a ajouté le Secrétaire général.

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Tijjani Muhammad-Bande, a également souligné l'importance de la protection des journalistes dans le monde entier.

« Aucun de nous ne peut être vraiment libre sans une presse libre », a-t-il rappelé, appelant à honorer le courage de ces personnes pour leur engagement « à mettre en lumière des questions d'une grande importance pour le public, souvent dans des contextes dangereux ». M. Muhammad-Bande a fermement condamné tous les crimes contre les journalistes et s'est dit convaincu que les États membres exigeront des comptes de pour leurs auteurs.

Le Secrétaire général et le Président de l'Assemblée générale se sont dit préoccupés par la multiplication croissante des attaques commises à l'encontre des femmes journalistes. « Les femmes journalistes sont de plus en plus exposées aux violences liées au genre, telles que le harcèlement sexuel, les agressions sexuelles et les menaces », a déploré M. Guterres.

## **5 – UNESCO – « L’Unesco recense sur une carte les 1349 journalistes tués dans le monde depuis 1993 »**

**[https://www.huffpostmaghreb.com/entry/l-unesco-recense-sur-cette-carte-les-1349-journalistes-tues-dans-le-monde-depuis-1993\\_mq\\_5dbd5d2be4b0d8b441cf578c](https://www.huffpostmaghreb.com/entry/l-unesco-recense-sur-cette-carte-les-1349-journalistes-tues-dans-le-monde-depuis-1993_mq_5dbd5d2be4b0d8b441cf578c)**

Samedi 2 novembre 2019

### **L’Unesco recense sur une carte les 1349 journalistes tués dans le monde depuis 1993**

La 2e édition de la campagne #KeepTruthAlive débute ce samedi, "journée internationale de la fin de l'impunité des crimes commis contre les journalistes".

SOCIÉTÉ - "La mort d'un journaliste ne devrait jamais signer la fin de la quête de vérité", peut-on lire sur le site de l'Unesco ce samedi 2 novembre, dans le cadre de la Journée internationale de la fin de l'impunité des crimes commis contre les journalistes. À l'occasion d'une campagne baptisée #KeepTruthAlive ("gardons la vérité en vie"), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture a mis en ligne une carte Google Map disponible ici : <https://keeptruthalive.co/map.html> recensant les 1349 journalistes tués à travers le monde depuis 1993.

93% d'entre eux ont perdu la vie, non pas en zone de guerre, mais au cours d'une affaire locale. "Le but est de lutter contre cette idée reçue. Avec cette carte, les gens pourront découvrir l'histoire qui se cache derrière chaque journaliste tombé", explique au *HuffPost* l'agence DDB Paris, qui a réalisé cette carte interactive.

#### **8 journalistes tués sur le sol français**

Afin de réaliser l'étendue de ces crimes, chaque région du monde est surplombée, sur la carte de l'Unesco, d'un rond rouge avec le nombre de journalistes tués sur son territoire depuis 1993. Alors que la France totalise à ce jour 8 journalistes tués à l'intérieur de ses frontières (lors de l'attaque de *Charlie Hebdo*), certains pays comme l'Irak en comptent 197.

Selon le dernier rapport publié par l'Unesco, la région des États arabes a été la plus meurtrière pour la presse (30% des assassinats dans le monde), suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes (26%) et l'Asie-Pacifique (24%). De plus, 55% des assassinats de journalistes ont eu lieu dans des pays en paix, souvent pris pour cible en raison de leurs reportages sur la politique, la criminalité et la corruption.

Pour chaque journaliste tué répertorié sur la carte, une courte biographie apparaît à gauche de l'écran, indiquant le lieu et la date de sa mort. Mais pas que. Des liens Google pertinents ont également été intégrés afin de donner davantage d'informations sur les conditions de la mort du journaliste. Pour 93% d'entre eux, la mort est provoquée par des "forces locales", "la mafia" ou "des commanditaires du gouvernement".

Ces liens sont accompagnés d'une option de partage Twitter et Facebook donnant la possibilité à l'internaute de "demander justice" avec le mot-clé #KeepTruthAlive.

### **Un recensement déjà tenté par l'Unesco**

À partir de 2003, l'Unesco a tenté de lister l'ensemble des journalistes tués à travers le monde, ce qui a d'ailleurs permis d'obtenir des fondations solides pour constituer cette carte. En 2006, l'agence spécialisée de l'ONU avait également intégré un suivi juridique de chaque cas avec la mention "cas résolu" ou non. Une initiative qui a permis, dix ans plus tard, de constater que 9 cas sur 10 n'étaient pas suivis d'une action en justice.

***L'Unesco rend comptables de leurs actes tous ceux qui mettent les journalistes en danger, tous ceux qui tuent des journalistes, et tous ceux qui ne font rien pour mettre fin à cette violence.***  
**Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco**

***L'Unesco rend comptables de leurs actes tous ceux qui mettent les journalistes en danger, tous ceux qui tuent des journalistes, et tous ceux qui ne font rien pour mettre fin à cette violence***

*Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco*

À partir de ce samedi et pendant dix jours, pour la seconde année consécutive, l'Unesco se lance donc dans une campagne en ligne, largement relayée sur les réseaux sociaux avec le mot-clé #KeepTruthAlive, qui donnera lieu à plusieurs événements à travers le monde.

Pour en savoir plus, cliquez ici : <https://fr.unesco.org/node/312509>





**6 – DISPARITION AU SENEGAL – « Décès du journaliste Papo Mané »**  
[https://www.ndarinfo.com/Deces-du-journaliste-Papo-Mane-suite-a-une-attaque-cardiaque\\_a26990.html](https://www.ndarinfo.com/Deces-du-journaliste-Papo-Mane-suite-a-une-attaque-cardiaque_a26990.html)

Samedi 2 novembre 2019



**Le journaliste Mouhamadou Papo Mané, correspondant pendant longtemps du groupe Walfadjri, est décédé ce samedi à l'hôpital régional de Ziguinchor où il était évacué suite à une attaque cardiaque, appris l'APS.**

Âgé de 52 ans et monogame père de quatre enfants, Papo Mané a intégré la rédaction de Walfadjri au début des années 2000.

Il couvrait notamment les événements liés à la crise casamançaise au point d'en devenir l'un des observateurs locaux les plus avertis.

Après plus de 15 années d'expérience, il s'était retiré du groupe Walfadjri pour diriger le Groupe Médias du Sud (GMS) nouvellement installé par l'opérateur économique local, Alassane Sarr.

Après une année de collaboration, Papo Mané a quitté le GMS pour retourner à Walfadjri pour se consacrer, cette fois-ci, uniquement au journal Walfquotidien.

Enseignant de formation, Mouhamadou Papo Mané travaillait aussi au service de communication de l'Inspection de l'éducation et de la formation (IEF) de Ziguinchor.

## **7 - JOURNALISTES EN GUINEE – « Des journalistes agressés par des militants du RPG, à Conakry »**

**<https://www.guineenews.org/guinee-des-journalistes-agressees-par-des-militants-du-rpg-a-conakry/>**

Samedi 2 novembre 2019

Par Sekou Sanoh

**Longtemps menacés, le parti au pouvoir le RPG Arc-en-ciel est passé à l'acte ce samedi 2 novembre à son siège à Gbessia, Conakry. Des militants zélés ont violemment agressé les journalistes qui étaient venus couvrir leur assemblée générale.**

Le seul crime, un journaliste aurait écrit qu'il n'y aurait pas eu de mobilisation le 31 octobre au Palais du peuple. Chose qui aurait d'ailleurs, selon notre confrère, poussé le chef de l'Etat à zapper son discours.

Dans la salle de permanence, notre confère Ibrahima Sory Diallo de *Guineematincom* a été violemment expulsé ainsi que d'autres confrères. Une situation qui a poussé tous les journalistes présents à bouder le meeting. Comme si cela ne suffisait pas, des militants se sont mis à la recherche des journalistes avec des menaces et des injures. Les uns auraient perdu des téléphones et objets de valeurs et les autres se sont fait endommager leurs appareils.

Malgré l'intervention du ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, Dr. Ibrahima Kourouma, son homologue de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail, Lansana Komara et Sékou Souapé Kourouma membre du Bureau Politique National (BPN), les militants n'ont pas lâché prise. Le ton montait un peu partout.

Pour rappel, des militants du RPG Arc-en-ciel ne sont pas à leurs premières tentatives. Tous les samedis, jour de l'assemblée générale traditionnelle, certains militants réquisitionnent expressément la place dédiée à la presse dans le seul but de provoquer.

Avec cette escalade verbale et de menace, il reste à savoir si les patrons des médias et ceux des associations de presse suspendront toute intervention du RPG Arc-en-ciel et leurs responsables dans médias comme ils l'ont fait à l'UFDG, principal parti de l'opposition dans un passé récent.

**8 – RADIO EN ALGERIE – « RSF dénonce la suspension d'une émission de Radio »**  
<https://rsf.org/fr/actualites/algerie-rsf-denonce-la-suspension-dune-emission-de-radio>

Mercredi 6 novembre 2019

Par RSF

**Reporters sans frontières (RSF) dénonce la suspension de l'émission "Actuel" par la nouvelle direction de la radio publique Alger chaîne 3 et appelle à la levée immédiate de cette mesure abusive.**

Prétextant une volonté de consacrer la programmation à la couverture de l'élection présidentielle, prévue le 12 décembre 2019, la nouvelle direction de la radio publique Alger chaîne 3 a décidé le mardi 5 novembre de déprogrammer l'émission "Actuel" programme de débat politique présenté par **Nahla Bekralas**. La journaliste a été informée, sans préavis, de cette décision par le nouveau directeur de la chaîne Nazim Aziri

*"Reporters sans frontières (RSF) dénonce cette interruption totalement injustifiée qui vient priver les citoyens algériens de leur droit légitime à une information plurielle, déclare Souhaieb Khayati directeur du bureau Afrique du Nord de RSF. Nous appelons à la reprise immédiate et sans condition de cette émission phare."*

Selon les sources de RSF, la suspension d'"Actuel" viendrait sanctionner l'invitation d'une représentante de l'opposition à l'émission du 2 novembre dernier.

L'Algérie est 141ème au Classement mondial de la liberté de la Presse de 2019.

## **9 – MEDIAS EN ALGERIE – « Des médias algériens à la traîne et coupés des revendications du peuple »**

<https://www.courrierinternational.com/article/algerie-des-medias-algeriens-la-traîne-et-coupés-des-revendications-du-peuple>

Mardi 5 novembre 2019

Par Hacen Ouali

### **La faiblesse de la couverture médiatique du mouvement de contestation, notamment dans l’audiovisuel, nourrit la méfiance des manifestants et ternit la crédibilité des métiers de l’information.**

C’est la rupture. La confiance des Algériens dans les médias est à son plus bas niveau. Elle est quasiment rompue. Chaque vendredi de mobilisation, les manifestants de toutes les villes du pays vilipendent féroce­ment les médias. Qualifiés de “*servilement flatteurs*” du pouvoir politique, le “peuple du vendredi” leur réserve un traitement hostile. La violence des slogans consacrés aux médias est à la hauteur du déni doublé de manipulation qu’inflige la profession aux événements qui remuent toute l’Algérie depuis plus de huit mois.

L’insurrection citoyenne en cours dans le pays depuis le 22 février a libéré les espaces et émancipé les esprits. Le champ médiatique y a d’abord pleinement adhéré, notamment son versant audiovisuel. Mais la lune de miel entre les chaînes de télévision privées et publiques n’a pas duré très longtemps – hésitantes durant la première semaine du soulèvement populaire, puis surfant sur la vague de la contestation sous le titre trompeur de “voix du peuple” durant quelques vendredis, avant de braquer leurs caméras sur un ailleurs dépeuplé. Le divorce a été vite consommé.

### **Un déni des réalités**

Le comportement de nombreux médias à l’égard de la révolution démocratique est passé du léchage au lynchage dans un spectaculaire retournement de situation politique à quelques jours de la chute d’Abdelaziz Bouteflika [qui a démissionné le 2 avril]. Les laudateurs d’hier qui portaient au pinacle le roi se transforment en boutefeux du président déchu. Le vieux roi est mort, vive le nouveau monarque consacré et célébré !

Ce faisant, les médias mènent une campagne pour décréter la fin de la révolution. Ils s’installent dans un déni des réalités accompagné d’une interminable campagne de manipulation de l’opinion et de falsification de la vérité, pourtant évidente. Au point de ne plus couvrir les gigantesques mobilisations populaires hebdomadaires. Cette situation crée un profond malaise dans les rédactions, mécontente certains journalistes, mais surtout provoque une colère légitime de l’opinion publique. L’audiovisuel algérien manque ainsi un grand moment médiatique et tombe dans un gouffre dont il ne sortira pas de sitôt.

Il est vrai que les chaînes de télé privées sont ligotées par un statut fragilisant. Leur marge de liberté est drastiquement réduite. Lancées dans le sillage des “printemps

arabes” comme signe d’ouverture, mais en réalité pour contrer l’influence des chaînes satellitaires arabes, les chaînes de télévision privées sont mi-algériennes, mi-étrangères. Semi-légales. Des chaînes offshore autorisées et confiées aux amis du pouvoir. La mission d’informer est accessoire. Leur tâche essentielle est d’accompagner les choix politiques décidés par le pouvoir sans tenir compte des exigences de l’éthique et de la déontologie. Un champ régenté par des règles non écrites. Celles écrites ne sont pas non plus protectrices. Les choix éditoriaux relèvent plus des ordres d’en haut que de l’émanation d’un libre débat au sein des rédactions. Mais à l’abus de pouvoir s’ajoute un abus d’obéissance criant. Une reconversion zélée. Dans l’art de transformer les injonctions en convictions, les rédactions redoublent de soumission.

### **La nouvelle “maison d’obéissance”**

Les journalistes exerçant dans ces médias sont comme pris en otages. Ne pouvant supporter une telle situation, certains préfèrent partir pour préserver leur dignité. Ils ne sont pas nombreux à le faire [début mars, Meriem Abdou, rédactrice en chef de l’antenne francophone de la radio nationale, et Nadia Madassi, qui présentait depuis quinze ans le journal du soir de Canal Algérie, ont décidé de quitter leur poste et de rejoindre la rédaction].

Ce panorama peu glorieux du champ audiovisuel est identique dans une bonne partie de la presse écrite arabophone et francophone. Les journaux qui étaient à la botte du régime de Bouteflika durant des années ont tourné le dos au président déchu pour faire une entrée bruyante dans la nouvelle “maison d’obéissance”. Au passage, ils ferment à double tour la porte aux voix citoyennes qui s’élèvent sur les grands boulevards d’Algérie sans donner d’explication.

Cependant, dans ce champ de ruines médiatiques, quelques espaces résistent, des journalistes continuent d’assumer leur rôle, déifiant les pressions et les intimidations. Aux difficultés économiques se superposent des velléités de soumettre, voire d’effacer les voix libres. Dans ce climat de crainte, les journalistes indépendants se rendent à leurs rédactions la peur au ventre. Viscéralement attachés aux règles qu’exige le métier de journaliste dans un pays où la liberté est en sursis, ils n’abandonnent pas ces îlots de résistance.

Les journaux qui ont tenu tête au régime de Bouteflika durant son règne despotique restent encore debout et refusent d’abdiquer. Non pas dans une attitude d’opposition politique, mais pour défendre un métier nécessaire à la construction de la démocratie et dont la règle cardinale est l’indépendance vis-à-vis des pouvoirs. Beaucoup de spécialistes estiment que, dans cette période charnière que traverse le pays, les médias sont à la traîne. Ils sont le maillon faible de la nouvelle histoire en mouvement. Nombreux sont les citoyens qui jugent qu’ils ont “*trahi la cause du peuple*”.